



Marc Ravalomanana. Prémonitoire signe d'adieu pour décembre 2018 ?

Il faut que cesse cette amnésie collective concernant l'Histoire politique contemporaine de Madagascar. Le dossier présent, je l'ai rédigé le 23 janvier 2009. En ce mois de septembre 2018, veille de la campagne électorale pour la course à la présidence dans laquelle Marc Ravalomanana (né le 12 décembre 1949), ancien président, va prendre part, il est important de rappeler quelques-uns de ses faits ayant entraîné sa chute. Et que l'on cesse à jamais de parler de «*putsh*» !

Le 21 janvier 2009, Marc Ravalomanana a définitivement atteint le point de non-retour vers sa chute. Jamais deux sans trois après Philibert Tsiranana et Didier Ratsiraka. Mais lui, il utilise le terrorisme d'Etat.

Alors que le peuple malgache attendait des explications claires et précises dignes d'un dirigeant sensé, à propos des dossiers actuels qui minent l'atmosphère socio-politique du pays, voilà que Marc Ravalomanana se met à prendre les enfants du bon Dieu pour des canards sauvages. De ma vie de journaliste, je n'ai jamais entendu de telles énormités de la part d'un président malgache. Marc Ravalomanana se prend vraiment pour Dieu le Père. En tout cas, étant donné, dans la foulée, qu'il a intimé les journalistes à dire (écrire c'est mieux) la vérité vraie, il sera servi. Donc, ne vous faites pas de souci, je garde l'enregistrement de cette déclaration.

Marc Ravalomanana a du répondant de très bas étage. Quelques-unes de ses réponses aussi légères que son jet à 60 millions de dollars. Il s'agit des mots de Marc Ravalomanana, entendus sur Tvm et Tv Plus et aux Journaux Télévisés du 21 janvier 2009, concernant les *desiderata* du peuple malgache via Andry Rajoelina devenu son porte-parole par la force des choses :

« *Tsy maintsy tafa-petraka eto ny demokrasia marina. Aza mientreritra ianareo ho lany andro etsy sy eroa, fa tsy ety ety an-dalàna no handeha iteniteny hoe izao ny demokrasia. An an an ! Ary manara-penitra ohatran'ireny any Etats-Unis ireny. Aza matahotra ianareo ! Tsy izay fa ny demokrasia dia miainga avy amin'ny lalàna. Hampitaotao, indrindra fa ianareo mpanao gazety : lazao ny tena marina, aza milaza zavatra tsy marina ».* Traduction : Nous allons instaurer la vraie démocratie. Ne perdez pas votre temps à vouloir le faire ici et ailleurs, dans la rue. Ce n'est pas çà la démocratie qui émane des lois. Elle sera aux normes comme aux Etats-Unis./.

Ravalomanana prend vraiment ses désirs pour des réalités et il a oublié d'où il est arrivé au pouvoir : de la rue !

« ***N'iza n'iza milaza azy ho mafy be, tsapao aloha ny herinareo !*** » (Quel qu'il soit qui se croit fort, qu'il jauge d'abord ses forces). Nous avons affaire à un charretier, ma parole.

« *Mikasika io raoplinanina io. Izaho ve no nibaiko an'io minisitra io hividy azy dia izaho ihany no anala azy ?(...). Maninona aho nividy raopilanina ? Raopilanina novidiako io raopilanina afaha-tsika manamafy sy miasa aingana dia aingana mihitsy amin'ireo firenena manan-katao. Firy miliara de dollars ny vola azon-tsika hatramin'izao ? 4,7 milliards de dollars no azo tamin'iny Map iny. Valeur-na 60 millions de dollars dia mitabataba. Izy koa tsy zatra raopilanina rahateo ka tsy mahagaga. Ny Banque Mondiale sy ny Fmi tsy nisy niteny ahy na kely aza ! Nanaraka procédure ve ianao ? le nanaraka. Izay fotsiny»./.* Traduction : A propos de cet avion. C'est moi qui ai donné l'ordre à ce ministre de l'acheter (le ministre des Finances) et c'est moi qui vais le révoquer ? Pourquoi ai-je acheté cet avion ? Parce qu'il me permettra d'accélérer mes travaux d'approches dans les pays riches. Combien de milliards de dollars avons-nous engrangé depuis ? 4,7 milliards de dollars pour le Map. Alors pour quelques pauvres 60 millions de dollars il y en a qui haussent le ton ? Rien de plus normal puisqu'ils n'ont pas l'habitude de prendre l'avion. Même la Banque mondiale et le Fmi ne m'ont pas fait de reproches. Ils ont simplement demandé si j'avais suivi la procédure. J'ai répondu, oui. C'est tout./.

J'arrête là tellement c'est écœurant, n'est-ce pas ? Avilir ainsi son propre peuple, c'est... surnaturel. J'ai tous les enregistrements. Ce que vous lirez sur le site officiel de la Présidence (Ndrl: à l'époque) est très loin de ce qu'il a vraiment dit. Mais ces rédacteurs ne sont pas des journalistes :

« *Lazao ny tena marina, aza milaza zavatra tsy marina »* (racontez la vérité, ne racontez pas ce qui n'est pas vrai)

,
a pourtant dit le Big Boss. Ridicules va !

Maintenant, je présente au monde entier qui est véritablement l'actuel président de Madagascar. Je rappelle que cela a été écrit le 23 janvier 2009.

Contrôle financier ! Voilà l'arme (fatale) du régime Ravalomanana pour éliminer tous ceux qui n'ont pas la même vision que L'État-Tiko-Tim.

En venant à Madagascar, Robert Zoellick -alors Président de la Banque mondiale- se fera le complice d'une très mauvaise gouvernance et de mille entorses à l'orthodoxie financière si sa présence n'est pas pour, justement, demander de plus amples explications qui doivent être rapportées de manière exacte au peuple malgache. Pourquoi de tels agissements de la part d'un homme porteur d'espérance, de développement et de dignité humaine; porté au pouvoir par ce peuple malgache en 2002, après avoir vécu d'horribles souffrances et payé de ses larmes et de son sang ?

Dès qu'il a été réélu, en décembre 2006, Marc Ravalomanana a ajusté la Constitution malgache pour pouvoir, à coups d'ordonnances, diriger Madagascar comme son entreprise. Entreprise de transformation de produits laitiers, au départ, devenu un empire qui est présent dans pratiquement tous les secteurs économiques qui marchent. Il n'y aurait rien à redire si ce n'est sa manière machiavélique d'avoir éliminé les opérateurs économiques malgaches performants pour s'accaparer de leurs affaires existantes depuis des décennies. Certains ont mis la clé sous le paillason d'eux-mêmes, d'autres ont déclaré faillite, le reste tentent encore de lutter. Mais, avec tout l'appareil étatique et l'arme fatale que constitue le contrôle financier, ce qui, dans d'autres lieux aurait été qualifié d'OPA, devient un terrorisme D'État pur et simple. Remontons aux origines.

Dans les années 80 d'une révolution malgache à pensée et parti uniques, qui allait virer brusquement à un pseudo-libéralisme, personne ne se souciait du village d'Imerikasinina, pas plus que d'un quidam nommé Marc Ravalomanana dont on ignore le rôle exact des parents durant les événements de 1947. Année qu'il a renié, d'ailleurs, arguant qu'il n'était pas encore né... Dans une atmosphère digne des années de privation de guerre mondiale, ce Ravalomanana a réussi à être gratifié de financements de la part de la Banque mondiale, pour racheter à vil prix les sociétés d'état « *Mamisoa* » et « *Lalasoa* » qui traitaient le soja pour en faire du lait. Ce, dans le cadre de la vague de privatisations, après des nationalisations à outrance qui n'ont mené strictement à rien sinon à la paupérisation du peuple, visible à travers le phénomène 4 amis (peuple de la rue). Hors circuit politique, Marc Ravalomanana a pu avoir ce financement grâce au président Didier Ratsiraka qui l'a cautionné. Comment le dictionnaire Larousse définit Marc Ravalomanana ? :

« Autodidacte d'ethnie merina, il transforme, grâce à un prêt de la Banque mondiale, la laiterie

artisanale et familiale en un vaste empire agroalimentaire, le groupe Tiko. Quoique novice en politique, il se fait élire à la mairie d'Antananarivo (1999) avant de se présenter – sous la bannière de son mouvement, le Tiako'i Madagasikara (« J'aime Madagascar », T.I.M.) – contre Didier Ratsiraka à l'élection présidentielle de 2001. Déclaré en ballottage favorable devant le président sortant, il récuse ce résultat et, fort d'un important soutien populaire, s'autoproclame président de Madagascar le 22 février 2002. À la suite d'un accord entre les deux « présidents » portant sur un nouveau décompte, la Haute Cour constitutionnelle proclame M. Ravalomanana élu au premier tour avec 51,46% des suffrages. Celui-ci est investi le 6 mai 2002. Gérant le pays comme un chef d'entreprise, il met en œuvre une politique de réformes et de relance économique volontariste. Il est réélu en décembre 2006 ».

Ce passage dans le Larousse explique tout ce qui se passe actuellement. Ravalomanana n'avait aucune prédisposition pour devenir un homme d'État. Un homme de pouvoir, peut-être, mais pas un homme d'État. Nuance. En fait donc, il aura tout appris sur le tas, de ce « métier » de président de la république. En 2001, Didier Ratsiraka sentant venir le danger de la part de ce candidat déclaré aux élections présidentielles du 16 décembre, fait faire un contrôle fiscal à sa société. Résultats: il devait s'acquitter de 330 milliards fmg d'arriérés d'impôts et d'amendes diverses. Tous ses avoirs ont été gelés, y compris son avion immatriculé en Afrique du Sud. Mais auparavant, voici ce qu'a vécu ce futur terroriste d'État :

Le 30 novembre 1982, le Tribunal Spécial Économique d'Antananarivo le condamne à six mois d'emprisonnement avec sursis pour permutation non autorisée et défaut de mentions obligatoires. Puis, il a été placé sous mandat de dépôt à la prison d'Antanimora sous le matricule 66, dans la procédure n°230 RP/88/TSE/130. Ce, pour tentative de sabotage économique et corruption. Mais il a trouvé le moyen d'utiliser l'artifice d'accord à l'amiable avant jugement.

De 1996 à fin 2002, l'entreprise Tiko, dont il était Pdg, a bénéficié d'exonérations douanières se chiffrant à plusieurs centaines de milliards de fmg. Ce, grâce à la « *bienvillance* » de Norbert Lala Ratsirahonana, alors Premier Ministre. Une fois porté par le peuple à la présidence, Marc Ravalomanana est pratiquement « sauvé ». Il ne devra plus rien payé des 330 milliards fmg et ses affaires reprendront de plus bel jusqu'à devenir un empire. Il aura vite fait de faire disparaître le dossier fiscal de son entreprise (impôts impayés de 197.920.396.632 fmg et Procès-verbal du 9 Novembre 2001 pour fausses déclarations, minorations, défaut de déclaration et non-paiement de droits et taxes, et ventes sans factures). Car il avait nommé, en tant que Dg des impôts, Jonah Randriambololona, alors Conseiller fiscal de Tiko et déjà au départ pour la retraite. Il faut aussi se souvenir qu'à la même époque, un incendie a ravagé les locaux de Tiko de Tanjombato. Il paraît que le feu purifie tout... Mais on ne peut pas tout faire disparaître sans laisser aucune trace.

« *Mpamosavy mandeha alina aza misy mahita* »

(la sortie nocturne de sorcières a toujours un témoin). La vérité remonte au moment où on l'attend le moins...

En résumé, s'il n'avait pas eu l'appui populaire, Marc Ravalomanana serait, à l'heure actuelle, un pauvre paysan malgache, parmi des millions, ressassant ses déboires dans son village d'Imerikasinina. Aussi, Dieu n'a rien à voir dans son accession au pouvoir. Il s'agissait d'un concours de circonstances pour évincer un dictateur qui méprisait le peuple.

Mais pourquoi alors, depuis près de 7 ans, Marc Ravalomanana s'obstine à détruire le tissu économique malgache à son seul profit et au profit de multinationales et autres sociétés étrangères qui n'ont rien de philanthropiques pour un sou? Pour confirmer l'adage malgache « *Ny tody tsy misy fa ny atao ihany no miverina* » ?

(Faire subir à autrui ce que l'on vous a fait subir). En fait, cela est logique, connaissant les origines de ce président pas comme les autres... Il ne veut plus revivre ce spectre de la pauvreté totale jusqu'à attraper la folie des grandeurs voire la mégalomanie. Et puis, chassez le naturel, il reviendra toujours au galop. Ainsi, alors que le Bianco (Bureau indépendant anti-corruption) exige que tous les Malgaches occupant un poste à haute responsabilité, élus ou nommés, déposent une déclaration de leurs biens meubles et immeubles, ce fut avec dédain que Marc Ravalomanana, réélu en 2006, a répondu :

« *Pourquoi faire, puisque je l'ai déjà fait en 2002 ?* »

. Face à cela, la Hcc (Haute cour constitutionnelle truffée de hauts conseillers constipés) et le Bianco ne pipent mot. Et la publicité de ce dernier ne concerne que les personnes à partir du Premier ministre. Car ils sont encore nombreux ceux qui n'ont pas daigné faire cette déclaration... Marc Ravalomanana est actuellement intouchable et, par synergie, sont aussi intouchables toutes les sociétés qui forment l'empire Tiko, jamais soumis à un quelconque contrôle fiscal et bénéficiant de toutes les exonérations possibles et imaginables en matière de douanes et d'impôts. Une de ses sociétés ne se trouve-t-elle pas dans l'enceinte même du port de Toamasina ? Celle visitée par feu le président zambien, Lévy Mwanawasa. Mais pour les autres sociétés, malgaches de surcroît, ce contrôle financier devient une arme de terrorisme d'État. Voici les cas les plus connus :

Que sont devenues les prestigieuses Papeteries de Madagascar (Papmad) de Patrick Ratsimba Rajaonary, homme d'affaires, ancien président du Syndicat des Industries de Madagascar (Sim) et ancien candidat à l'élection présidentielle du 16 décembre 2001 ? Disparues pour toujours, à la suite d'un contrôle fiscal, car le groupe Tiko a investi dans ce secteur de la papeterie. M. Rajaonary (54 ans à l'époque) a préféré purement et simplement jeté les gants, en cédant ses biens pour une bouchée de pain afin de vivre sans souci.

Que sont devenus les prestigieux établissements Ramanandraibe ayant fait vivre de nombreuses familles sur la côte Est, et ailleurs, à travers des travaux de collecte de vanille, girofle et café ? Ils tournent actuellement à peine au quart de leurs rendements, à la suite d'un contrôle fiscal, le groupe Tiko ayant investi dans ces secteurs d'exportation ayant fait la renommée des produits « *made in Madagascar* » ?

Qu'est devenue la Kobama (Koba malagasy) d'Edgard Razafindravahy, avec financements américains, qui œuvrait dans le secteur de la farine du côté d'Andranomanelatra, à 20 km d'Antsirabe. Disparue après un contrôle fiscal, le groupe Tiko ayant investi dans ce secteur. L'an dernier, Edgard Razafindravahy, Dg du groupe Prey, ayant repris le groupe audiovisuel Rta, a relooké la radio Antsiva pour en faire une plateforme de démocratie, en donnant la parole aux gens. Suite à un contrôle fiscal, il a du, un temps, s'exiler à l'île Maurice. Non pas parce qu'il se sentait ou était coupable de quoi que ce soit mais parce que ce système de contrôle fiscal ressemble aux perquisitions dignes des plus vils films de série Z. Style « quand on veut abattre son chien on l'accuse d'avoir la rage ». Avec les pouvoirs publics comment éliminer le plus honnête des citoyens, mais qui présente un danger pour un régime en place ? En fabriquant des preuves. Et c'est la condamnation à coup sûr.

Comment salir le nom et la réputation de Jeannot Andrianjafy alias Jeannot Le Quartz, présent dans le secteur minier depuis plus de 40 ans ? En accusant son épouse et en l'appréhendant comme la dernière des voleuses, sur le fait qu'elle a été complice de « *l'évasion* » de « *l'émeraude* »

de plus de 600 kg qui a été exposé à Hong Kong. Des émissaires du pouvoir y sont allés pour revenir bredouilles et ridiculiser la Nation malgache tout entière. Mais les établissements Le Quartz ont été fermés car le groupe Tiko a investi dans ce secteur minier.

Qu'est devenue la Savonnerie Tropicale d'André Ramaroson, fleuron de l'industrie malgache depuis le retour de l'Indépendance ? Noyée dans la masse de ces produits d'exportation à moindre coût, autorisés mais nocifs et dangereux et pour le tissu économique malgache lui-même et pour la santé des consommateurs. Saviez-vous que dans les Magro, grandes surfaces appartenant au groupe Tiko, on ne trouve aucun produit de la Savonnerie Tropicale ? Elle est belle la notion de fierté malgache vantée par Ravalomanana *himself* qui monopolise tous les produits laitiers et l'huile de table à Madagascar. Ce ne sont que les exemples connus, car énormément de petits fermiers et riziculteurs de la région du lac Alaotra ont été purement et simplement dépouillés sous la peur. En passant, le président Ravalomanana ne parle plus de la fameuse RN 44 reliant Antananarivo à Ambatondrazaka. Encore un coup d'éclat mensonger à son compte qui devient de plus en plus pesant pour son matricule.

Actuellement, ce sont les deux sociétés gérées (Ndlr: à l'époque) par l'épouse du maire Andry Rajoelina (« *Inje* » et « *Doma Pub* ») qui vont faire l'objet d'un contrôle fiscal. Les 27 et 28 janvier 2009. Ce, immédiatement en réponse à la démonstration de force des Antananariviens, le 17 janvier 2009, lors de l'inauguration de la Place de la Démocratie à Ambohitovo. Pire encore, après avoir fait enlevé, par cinq colonels, le matériel de transmission/diffusion de la télévision Viva, en s'introduisant dans les locaux d'Ambohimitsimbona comme de vulgaires cambrioleurs, le pouvoir Ravalomanana a adressé une lettre de mise en demeure à la radio Viva, considérant l'émission **«Anao ny fitenenana»** (A vous la parole), comme une « *incitation à la désobéissance civile* » (Ndlr: A l'époque, Harry Rahajason alias Rolly Mercia était le pilier de cette émission).

Mais plus pire encore, bien que ces termes soient impropres : le contrôle fiscal que le pouvoir actuel compte effectuer auprès des sociétés du père de l'épouse du Maire, M. Razakandisa, donc beau-père du Maire Andry Rajoelina. Et vous voulez encore que j'écrive cet article en utilisant des mots plus « *modérés* » ? En résumé donc, à Madagascar, le terrorisme se trouve au sommet de l'État. Dernière aberration. Le Premier ministre, Charles Rabemananjara, a annoncé que le Sommet de l'Union africaine aura lieu à Ivato et non à Antananarivo. Décidément, ces terroristes n'ont plus aucune décence. Ayant été le seul journaliste malgache à avoir couvert le Sommet pour le Développement durable en Afrique du Sud, en septembre 2002, je répondrai ceci : le Centre de Convention (Convention Center) ainsi que l'hôtel Hilton, lieux de toutes les conférences et de la réunion des dirigeants des pays francophones, se trouvent à Sandton City, province du Gauteng. Mais le Sommet s'appelait et est toujours connu comme étant le Sommet de Johannesburg pour le Développement durable!

Dans cette manière de diriger la Nation, l'insécurité règne à Madagascar : insécurité de l'environnement des affaires pour les opérateurs nationaux ; insécurité pour le devenir même des Malgaches qui n'auront pas la même vision que Marc Ravalomanana à la fois président de la république, Premier ministre, ministre de tous les secteurs, chef de région et chef fokontany. De mémoire de journaliste, métier que j'exerce depuis plus de 25 ans, je n'ai jamais vu de président de la république passer autant de fois à la télévision. Pratiquement tous les jours. Et, dans ce contexte de la télévision, le pouvoir actuel est en train de dresser un pylône, juste devant les locaux techniques de la radio Viva, à Ambohimitsimbona, pour y monter un émetteur de très haut voltage afin de brouiller les ondes de la FM 98.8.

Les coups bas les plus vils proviennent bel et bien de ce régime qui n'a qu'une idée en tête : mener à bien, coûte que coûte, l'organisation du Sommet de l'Union africaine. Mais comme l'a déclaré le Président Abraham Lincoln, idole donc du Président Barack Obama : “ **You can fool some of the people all of the time, and all of the people some of the time, but you can not fool all of the people all of the time** ”

. En français : Vous pouvez indéfiniment tromper certaines personnes, ou encore tromper tout le monde pendant un certain temps, mais vous ne pouvez indéfiniment tromper tout le monde. Et le peuple malgache est prêt pour le

« *Struggle and Sacrifice* »

comme l'a dit le Président Barack Obama, le 20 janvier 2009.

Because Marc Ravalomanana is a pure Outlaw

qui ne respect, ne défend ni ne protège la Constitution malgache. Enfin, il ne pourra jamais mettre tout le monde en prison.

Madagascar, pays pauvre parmi les pauvres qui, pourtant, recèle des richesses souterraines qui n'existeront plus d'ici un quart de siècle pour les générations futures ; Grande île qui se permet d'exporter de l'eau douce et potable en Arabie Saoudite, sera le numéro 1 du terrorisme d'Etat à travers le monde. Cela ne fait pas sourciller ce Louis XIV du Troisième Millénaire et sa cour dont l'un, en l'occurrence le ministre des Finances et du Budget, Hajanirina Razafinjato, n'a pas hésité à déclarer ce qui suit à la Tvm : « *Le Président des Etats-Unis a bien un Force One et certains chefs d'Etat en ont même deux* »

. Bravo ! Mais pour Barack Obama, le démocrate, et Marc Ravalomanana, le capitaliste terroriste d'Etat, le combat pour un mieux-être de leur peuple respectif ne sera jamais le même.

« *Nous, Malgaches, nous allons prendre notre destin en main* », avait déclaré Marc Ravalomanana *orbi urbi*. Mais

sa vraie pensée et la phrase complète est indéniablement :

« **Nous,**

Malgaches, nous allons prendre notre destin en main avec l'argent des autres »

. En malgache cela s'appelle

« *Kapoka tsy miala vola* »

. Moralité : donnez, donnez encore à ce terroriste d'Etat qui ne se contrôle plus pour arriver à ses fins. Mais tout à une fin, justement, face à un peuple qui demeurera après lui. Reste à savoir, dès à présent, lorsque le moment arrivera : parviendra-t-il à réussir à s'enfuir sur son beau Boeing 737-700 à 60 millions de dollars dont on ignore d'où ils proviennent ? Aucune trace dans la loi des finances 2009. Cette somme représente les 70% du budget de la présidence malgache. Ensuite, pressé par le représentant du Fmi, le même ministre Hajanirina Razafinjato a répondu que la moitié a été payée par Ravalomanana. A qui, dès lors, appartient ce gadget ? Dernière information: selon Roland Ratsiraka (Ndrl: alors opposant martyrisé par Ravalomanana et qui, de 2009 à 2013, sera

Vice-Président, pour la province de Toamasina, du Conseil Supérieur de la Transition -Cst-), un ministre en exercice et un député l'ont informé que la société Daewo Logistics

« *a avancé de l'argent pour l'acquisition de ce Boeing* »

. Voilà le résultat de la

« *transparence* »

et de l'imbécilité intelligente de dirigeants malgaches actuels. Radio trottoir est de retour. En tout cas, que dire de plus sinon que, récemment, un très haut responsable de ce groupe, qui

compte acheter des centaines de milliers d'hectares de terres arables malgaches, était bien présent à Madagascar récemment. Ah ! Il sera superbe d'hypocrisie lors de ce Sommet de l'Union africaine, Marc Ravalomanana, hein !?. Der des ders : la radio Ravinala de Manakara vient d'être fermée.

A présent, traducteurs anglicistes, au travail et merci au nom du peuple malgache. Personnellement, je suis convaincu que le Président démocrate Barack Obama n'ira plus cautionner ce régime terroriste et totalitaire jusqu'au bout de ses propres cauchemars (« *nightmares* »

)

.

Car Marc Ravalomanana est tout ce qu'on veut sauf un authentique démocrate. C'est un homme aux abois, de plus en plus isolé (plutôt qui s'isole), qui accumule tout ce qu'un homme sensé ne penserait même pas à faire. Enfin, rappelons-nous le président français Nicolas Sarkozy qui a dit, à Dakar :

« *Nous ne sommes pas responsables des dictateurs africains* »

. La France qui n'a même plus d'ambassadeur depuis le renvoi honteux de Gildas Le Lidec. Cela va finir par un retentissant : Marc Ravalomanana doit partir ! Au même titre que Robert Mugabe qui, s'il s'ancre à sa place, débarquera à l'aéroport d'Ivato, en juillet prochain. Mais qui l'applaudira ?

La suite ? Le 17 mars 2009, Marc Ravalomanana démissionne en remettant ses pouvoirs à un directoire militaire inexistant dans la Constitution de Madagascar et s'enfuit comme un lapin en Afrique australe, sans dire un mot à personne, surtout pas à ses fans qui étaient toujours massés à lavoloha et auxquels, la veille, il avait déclaré : « *Isika tsy miala eto na hisy maty aza* » (nous ne bougerons pas d'ici même si nous devons y laisser notre peau). Encore un mensonge avalé jusqu'à la lie et l'hallali...

Jeannot Ramambazafy